

Une crise sans précédent, une reprise incertaine

Selon les projections, le PIB mondial devrait se contracter de 4,9 % en 2020, c'est-à-dire de 1,9 points de pourcentage de plus que ce qui était prévu dans les Perspectives de l'économie mondiale (PEM) d'avril 2020. La pandémie de COVID-19 a eu un impact négatif plus important que prévu sur l'activité au cours du premier semestre 2020, et la reprise devrait être plus progressive que ce à quoi on s'attendait. En 2021, la croissance mondiale devrait atteindre 5,4 %. Globalement, le PIB de 2021 devrait donc se retrouver quelque 6½ points de pourcentage au-dessous du niveau envisagé par les projections établies en janvier 2020, avant la pandémie de COVID-19. L'impact négatif sur les ménages à bas revenus est particulièrement sévère, et pourrait compromettre les progrès considérables qui ont été accomplis en matière de réduction de l'extrême pauvreté dans le monde depuis les années 90.

Comme pour les projections des PEM d'avril 2020, la présente mise à jour est marquée par un degré d'incertitude plus élevé que d'habitude. Le scénario de référence repose sur un certain nombre d'hypothèses de base concernant les répercussions de la pandémie. Dans les pays qui enregistrent une baisse des taux d'infection, la reprise plus lente qui est attendue tient à la persistance des pratiques de distanciation physique au cours du second semestre 2020, aux séquelles plus importantes (pour le potentiel d'offre) de la baisse plus marquée que prévu de l'activité pendant la période de confinement au cours des premier et second trimestres 2020, ainsi qu'à une perte de productivité liée aux mesures prises par les entreprises toujours en activité pour renforcer la sécurité et l'hygiène au travail. Dans les pays où les taux d'infection ne sont pas encore maîtrisés, un confinement prolongé aura des conséquences d'autant plus néfastes sur l'activité économique. Par ailleurs, il est supposé que les conditions financières, qui se sont assouplies après la publication des PEM d'avril 2020, resteront globalement les mêmes qu'aujourd'hui. D'autres issues que celles du scénario de référence sont tout à fait envisageables, et pas uniquement en fonction de l'évolution de la pandémie. L'ampleur de la récente embellie sur les marchés financiers semble décorrélée de l'évolution des perspectives économiques, comme indiqué dans la Mise à jour du Rapport sur la stabilité financière dans le monde (GFSR) ; il est donc possible que les conditions de financement se durcissent davantage que ne l'a prévu le scénario de référence.

Tous les pays, y compris ceux qui semblent avoir dépassé le pic épidémique, doivent veiller à ce que leurs systèmes de santé disposent de moyens suffisants. La communauté internationale doit soutenir bien davantage les initiatives nationales, notamment en apportant une aide financière aux pays dont les capacités en matière de soins sont limitées et, à mesure que les essais cliniques progressent, en acheminant des fonds destinés à la production de vaccins, afin que des doses suffisantes soient rapidement mises à la disposition de tous les pays à un prix abordable. Là où des mesures de confinement s'imposent, la politique économique doit continuer à compenser les pertes de revenus des ménages par des dispositifs à la fois ambitieux et ciblés, ainsi qu'à soutenir les entreprises qui subissent les conséquences d'une baisse de leur activité en raison des restrictions en vigueur. Dans les pays ayant décidé une réouverture de leur économie, les dispositifs de soutien ciblé doivent être progressivement désactivés à mesure que la reprise se dessine ; la politique économique doit alors viser à relancer la demande et à réaffecter les ressources disponibles vers les secteurs autres que ceux dont le poids dans l'économie est appelé à diminuer durablement au lendemain de la pandémie.

Une étroite coopération multilatérale demeure indispensable dans de multiples domaines. Les pays confrontés à des crises sanitaires et à des déficits de financement extérieur ont un besoin impérieux de liquidités, notamment par le biais d'un allègement de leur dette et d'un recours au dispositif mondial de sécurité financière. Indépendamment de la pandémie, les dirigeants doivent travailler de concert afin de résoudre les tensions commerciales et technologiques qui pourraient compromettre la reprise après la crise de COVID-19. De plus, en s'appuyant sur la baisse sans précédent des émissions de gaz à effet de serre pendant la pandémie, ils doivent mettre en œuvre leurs engagements en matière d'atténuation des changements climatiques et s'associer pour mettre en place à plus grande échelle des systèmes équitables de taxation du carbone, ou des dispositifs équivalents. Enfin, pour éviter qu'une telle catastrophe ne se reproduise, la communauté internationale doit agir dès maintenant en constituant des stocks mondiaux de biens essentiels et d'équipements de protection, en finançant la recherche et en consolidant les systèmes de santé publique, et en mettant en place des dispositifs permettant d'aider efficacement les populations les plus démunies.

La crise de la COVID-19 a des répercussions économiques plus graves que prévu

Les données économiques disponibles au moment de l'établissement des prévisions des PEM d'avril 2020 reflétaient un déclin sans précédent de l'activité mondiale en raison de la pandémie de COVID-19. Les données publiées depuis font apparaître une contraction encore plus prononcée que prévu dans certains pays.

La pandémie s'est aggravée dans de nombreux pays et s'est stabilisée dans d'autres. Après la publication des PEM d'avril 2020, la pandémie s'est rapidement aggravée dans un certain nombre de pays émergents et de pays en développement, ce qui a rendu nécessaires de strictes mesures de confinement et entraîné des perturbations de l'activité encore plus importantes que prévu. Dans d'autres pays, le nombre de cas confirmés et de décès rapporté à la population s'est avéré plus faible, même si une grande incertitude entoure la trajectoire que suivra la pandémie, en raison de l'insuffisance des capacités de dépistage. Dans de nombreux pays avancés, le nombre quotidien de nouveaux cas et d'admissions en services de réanimation a baissé, au prix de plusieurs semaines de confinement et de distanciation physique.

Le ralentissement est profond et se fait sentir simultanément dans le monde entier. Les chiffres du PIB pour le premier trimestre se sont révélés plus mauvais que prévu (avec quelques rares exceptions parmi les pays émergents, comme par exemple le Chili, la Chine, l'Inde, la Malaisie et la Thaïlande, ainsi que parmi les pays avancés, comme l'Australie, l'Allemagne et le Japon). Les indicateurs à haute fréquence laissent entrevoir une contraction plus prononcée au deuxième trimestre, sauf en Chine, où la majeure partie du pays a rouvert début avril.

La production de services et la consommation ont nettement diminué. Dans la plupart des récessions, les consommateurs puisent dans leur épargne ou s'appuient sur les dispositifs de protection sociale et sur le soutien familial pour lisser leurs dépenses ; ainsi, la consommation souffre relativement moins que l'investissement. Mais, cette fois-ci, la production de services et la consommation ont elles aussi baissé sensiblement. Ce schéma est le fruit d'une conjonction singulière de facteurs : la distanciation physique, les mesures de confinement qu'il a fallu mettre en place pour ralentir la transmission et permettre aux systèmes de santé de traiter un nombre de cas en augmentation rapide, des pertes de revenus considérables, et l'érosion de la confiance des consommateurs. De plus, les entreprises confrontées à de soudaines baisses de demande, à des ruptures d'approvisionnement et à une forte incertitude quant à leurs revenus à venir, ont réduit leurs investissements. Il en résulte un choc généralisé sur la demande globale, qui vient s'ajouter aux ruptures d'approvisionnement causées par les mesures de confinement.

La mobilité des personnes reste faible. C'est entre mi-mars et mi-mai que les mesures de confinement ont été les plus nombreuses et les plus strictes au niveau mondial. Avec la réouverture progressive des économies, les déplacements ont repris dans certaines régions, mais restent généralement à un niveau bien inférieur à ce qu'ils étaient avant l'apparition du virus, ce qui laisse penser que les individus se tiennent volontairement à l'écart les uns des autres. Ainsi, [le traçage des données sur la mobilité](#) indique que la fréquentation des commerces de détail, des lieux de loisirs, des gares et des lieux de travail demeure faible dans la plupart des pays, même si l'activité semble retrouver son niveau de référence dans certains domaines.

Le marché du travail est mis à rude épreuve. La chute brutale de l'activité économique a des effets désastreux sur le marché du travail au niveau mondial. Certains pays, notamment en Europe, ont limité les dégâts en mettant en place des dispositifs de chômage partiel. Il n'en reste pas moins que la baisse du nombre d'heures travaillées au niveau mondial entre le dernier trimestre 2019 et le premier trimestre 2020 équivaut à la disparition de 130 millions d'emplois à plein temps, d'après [le Bureau international du travail](#). Il est probable que la baisse enregistrée au cours du deuxième trimestre 2020 représentera l'équivalent de plus de 300 millions d'emplois à plein temps. Dans les pays ayant décidé de rouvrir leur économie, l'activité a sans doute atteint son niveau le plus bas en avril ; c'est par exemple ce que font apparaître les chiffres de l'emploi du mois de mai aux États-Unis : dans certains des secteurs les plus touchés par le confinement, les employés mis au chômage technique ont repris le travail.

Ce sont les travailleurs peu qualifiés n'ayant pas la possibilité de travailler depuis leur domicile qui ont le plus souffert du choc sur le marché du travail. Il semblerait également que les hommes et les femmes n'aient pas été affectés de la même manière par les baisses de revenus : [dans les couches les plus modestes de la population de certains pays, les femmes pâtissent davantage de la crise que les hommes](#). Le Bureau international du travail estime que près de 80 % des deux milliards de travailleurs du secteur informel au niveau mondial ont été fortement touchés par la crise.

Le commerce mondial se contracte. Le fait que le ralentissement survienne au même moment partout dans le monde a amplifié les perturbations économiques dans chaque pays. Les échanges commerciaux ont baissé de près de 3,5 % en glissement annuel au cours du premier trimestre, en raison de la faiblesse de la demande, de l'effondrement du tourisme international, et des ruptures d'approvisionnement provoquées par les mesures de confinement (parfois encore aggravées par des restrictions sur les échanges).

L'inflation fléchit. L'inflation moyenne dans les pays avancés avait baissé d'environ 1,3 point de pourcentage depuis la fin de 2019 pour atteindre 0,4 % en glissement annuel en avril 2020, tandis que dans les pays émergents, elle avait perdu 1,2 point de pourcentage pour s'établir à 4,2 %. Jusqu'à présent, il semblerait que les pressions à la baisse sur les prix, dues à la diminution de la demande globale et à la baisse des prix du carburant, aient plus que compensé les éventuelles pressions à la hausse liées à l'augmentation des coûts dues aux ruptures d'approvisionnement.

Les mesures prises en riposte à la crise limitent les dégâts sur l'économie et inspirent confiance aux marchés financiers

Le tableau n'est pas entièrement sombre. Après s'être fortement durcies entre janvier et mars, les conditions financières se sont assouplies dans les pays avancés et, dans une moindre mesure, dans les pays émergents, ce qui tient également aux mesures nationales examinées plus bas.

Depuis le début de la crise, plusieurs pays ont pris des mesures de grande ampleur sur le plan des finances publiques et du secteur financier, ce qui a empêché que les pertes à court terme ne soient plus importantes. Les dispositifs d'activité partielle et d'aide financière aux travailleurs mis au chômage technique ont permis à beaucoup d'entre eux de conserver leur emploi ; dans le même temps, un soutien financier aux entreprises et des mesures réglementaires visant à maintenir l'accès au crédit ont limité le nombre de faillites (voir

<https://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2020/04/14/weo-april-2020>, l'annexe 1 et la base de données du Moniteur des finances publiques de juin 2020 sur les mesures budgétaires des différents pays, qui passe en revue les quelque 11 000 milliards de dollars de mesures budgétaires annoncées dans le monde entier, ainsi que les [PEM d'avril 2020](#) et [l'outil de suivi du FMI](#), qui recensent encore davantage de mesures nationales).

Des interventions rapides et, dans certains cas, inédites de la part des grandes banques centrales (un petit nombre de banques centrales de pays émergents ont lancé leurs premiers programmes d'assouplissement quantitatif, tandis que les banques centrales de quelques pays avancés ont beaucoup augmenté le volume de leurs achats d'actifs) ont augmenté l'apport de liquidités à l'économie et limité la hausse des coûts de l'emprunt (voir la *Mise à jour du Rapport sur la stabilité financière dans le monde* (GFSR) de juin 2020). Par ailleurs, des accords de swap au bénéfice de banques centrales de plusieurs pays émergents ont permis de remédier à des pénuries de liquidités en dollars. Les flux d'investissements de portefeuille à destination des pays émergents ont repris après les sorties records de février–mars, et les pays ayant une meilleure notation de crédit ont accru leurs émissions d'obligations en devises fortes. Parallèlement, les autorités de réglementation financière ont pris des mesures de nature à faciliter l'offre de crédit, comme la modification des conditions de remboursement des prêts bancaires et le recours aux volants de fonds propres et de liquidités.

La stabilité du marché pétrolier est une autre cause d'optimisme. Le prix des contrats à terme sur le pétrole brut West Texas Intermediate, après une plongée en territoire négatif au mois de mai pour les contrats arrivant à échéance au début de l'été, ont augmenté ces dernières semaines et se négocient désormais à l'intérieur d'une fourchette stable proche du cours au comptant actuel.

Les variations des taux de change depuis le début du mois d'avril témoignent de cette évolution. À la mi-juin, le dollar américain s'était déprécié de près de 4 % en termes effectifs réels (après une hausse de plus de 8 % entre janvier et début avril). Les monnaies qui s'étaient considérablement affaiblies au cours des mois précédents se sont appréciées à compter du mois d'avril, notamment, dans les pays avancés, la couronne norvégienne et le dollar australien, et, chez les pays émergents, le peso mexicain, le rand sud-africain, le rouble russe et la roupie indonésienne.

Éléments à prendre en considération pour les prévisions

Les principales hypothèses sur lesquelles reposent les prévisions de croissance mondiale tiennent compte des évolutions évoquées dans la section précédente, notamment en ce qui concerne les perturbations de l'activité causées par la pandémie, les cours des produits de base, les conditions financières et les mesures publiques de soutien à l'économie.

Perturbations de l'activité économique intégrées dans le scénario de référence. Au vu des résultats inférieurs aux attentes du premier trimestre et de la faiblesse des indicateurs à haute fréquence au deuxième trimestre, la présente mise à jour des prévisions tient compte du fait que l'impact de la pandémie sur l'activité économique au cours du premier semestre 2020 sera plus important et la reprise au second semestre plus lente que ce qui avait été envisagé dans les PEM d'avril 2020. Dans les pays où le nombre de cas diminue, le ralentissement de la reprise dont font état les nouvelles

prévisions traduit trois hypothèses essentielles : une distanciation physique qui perdure au cours du second semestre 2020, les séquelles plus importantes de la baisse plus forte que prévu de l'activité pendant le confinement des premier et deuxième trimestres, et un recul de la productivité lié au renforcement des normes de sécurité et d'hygiène par les entreprises encore en activité. Dans les pays où les taux d'infection ne sont pas encore maîtrisés, la nécessité de prolonger les mesures de confinement et de distanciation physique infligera un tribut plus lourd encore à l'activité économique. Les nouvelles prévisions se fondent sur une autre hypothèse importante : elles supposent en effet que les pays enregistrant une baisse du nombre de nouveaux cas ne rétabliront pas les mesures de confinement strictes appliquées au premier semestre, mais qu'ils emploieront d'autres méthodes pour limiter la contagion, le cas échéant (par exemple, en améliorant le dépistage et l'isolement des cas suspects et la recherche des personnes-contacts). La section consacrée aux risques ci-dessous envisage d'autres scénarios, y compris un retour de la pandémie en 2021.

Mesures publiques de soutien et conditions financières. Les nouvelles projections tiennent compte des effets des ambitieuses mesures budgétaires prises en riposte à la crise jusqu'à présent et prévues pour le reste de l'année. Le libre jeu des stabilisateurs automatiques contribue lui aussi à amortir le choc : les déficits budgétaires globaux devraient donc se creuser fortement et les ratios d'endettement augmenter en 2020 et 2021. Les principales banques centrales sont censées poursuivre leur politique actuelle tout au long de la période de prévision, jusqu'à fin 2021. Plus généralement, il est prévu que les conditions financières restent peu ou prou les mêmes qu'aujourd'hui, tant pour les pays avancés que pour les pays émergents.

Cours des produits de base. Les hypothèses relatives aux prix des carburants sont sensiblement les mêmes que celles des PEM d'avril 2020. Le cours moyen du baril de pétrole au comptant est estimé à 36,20 dollars en 2020 et à 37,50 dollars en 2021. Les courbes de prix des contrats à terme indiquent que les cours devraient augmenter par la suite pour s'approcher de 46 dollars, soit encore environ 25 % au-dessous de la moyenne de 2019. Les cours des produits de base hors combustibles devraient augmenter légèrement plus vite que ce que prévoyaient les PEM d'avril 2020.

Sévère contraction en 2020 et timide reprise en 2021

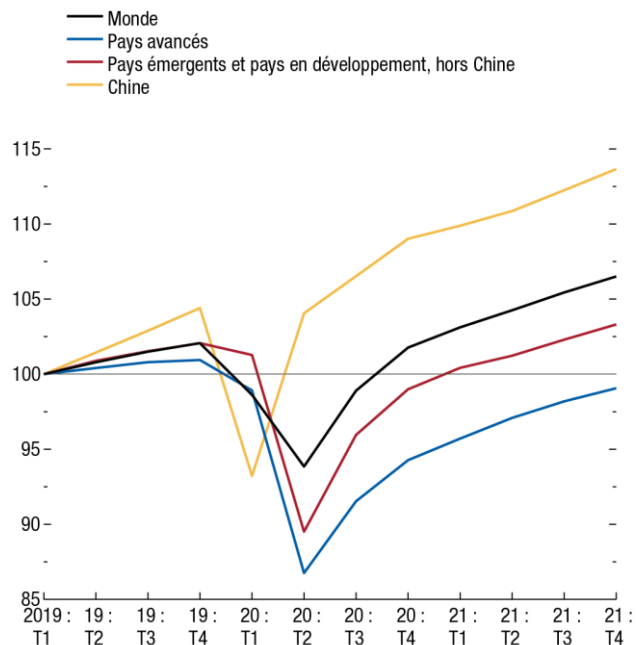
Le PIB mondial devrait se contracter de 4,9 % en 2020, soit de 1,9 points de pourcentage de plus que prévu dans les PEM d'avril 2020 (tableau 1). Il est à noter que la croissance de la consommation a été révisée à la baisse dans la plupart des pays, en raison de perturbations plus graves que prévu de l'activité économique. La baisse prévue de la consommation privée résulte de la conjonction d'un choc de grande ampleur sur la demande globale, provoqué par la distanciation physique et les mesures de confinement, et d'une augmentation de l'épargne de précaution. Par ailleurs, l'investissement devrait être atone, car, en période de forte incertitude, les entreprises remettent à plus tard leurs dépenses en capital. Les mesures publiques de soutien à l'économie compensent partiellement la baisse de la demande intérieure privée.

Dans le scénario de référence, l'activité mondiale devrait atteindre un creux au deuxième trimestre 2020, pour se redresser ensuite (graphique 1). En 2021, la croissance devrait se raffermir pour atteindre 5,4 %, soit 0,4 point de pourcentage de moins que prévu en avril. La consommation devrait augmenter progressivement l'année prochaine et l'investissement devrait également être en hausse, tout en restant à un niveau modéré. Le PIB mondial pour l'ensemble de l'année 2021 devrait à peine dépasser son niveau de 2019.

Incertitude. Comme dans le cas des PEM d'avril 2020, une forte incertitude entoure les présentes prévisions, qui dépendent de la gravité de la contraction de l'activité au deuxième trimestre 2020 (les données complètes ne sont pas encore disponibles) ainsi que de l'ampleur et de la persistance du choc. Ces éléments, à leur tour, dépendent de plusieurs facteurs incertains :

- la durée de la pandémie et des mesures de confinement nécessaires ;
- la distanciation physique volontaire, qui influera sur les dépenses ;
- la capacité des travailleurs touchés à retrouver de l'emploi, quitte à changer de secteur d'activité ;
- les séquelles des fermetures d'entreprises et des sorties des chômeurs de la population active, qui pourraient rendre plus difficile le redémarrage de l'activité lorsque la pandémie se résorbera ;
- les nouvelles mesures sanitaires sur le lieu de travail (horaires de travail décalés, mesures d'hygiène renforcées et nettoyage des postes de travail avant chaque changement d'équipe, nouvelles pratiques d'espacement des employés sur les chaînes de production), qui entraînent des coûts pour les entreprises ;
- le réagencement des chaînes d'approvisionnement mondiales et ses effets sur la productivité, à mesure que les entreprises cherchent à se prémunir contre d'éventuelles ruptures d'approvisionnement ;
- l'ampleur des répercussions internationales de la baisse de la demande extérieure et des déficits de financement ;
- la fin de la déconnexion actuelle entre le prix des actifs et les perspectives d'activité économique (voir la *Mise à jour du GFSR* de juin 2020).

Graphique 1. PIB mondial trimestriel
(2019 : T1 = 100)



Source : estimations des services du FMI.

Tableau 1. Perspectives de l'économie mondiale : aperçu des projections

(Variation en pourcentage, sauf indication contraire)

	Sur un an						T4 sur T4 2/		
	2018	2019	Projections		Écart par rapport aux projections des PEM d'avril 2020 1/		2019	Projections	
			2020	2021	2020	2021		2020	2021
Production mondiale	3,6	2,9	-4,9	5,4	-1,9	-0,4	2,8	-3,5	4,6
Pays avancés	2,2	1,7	-8,0	4,8	-1,9	0,3	1,5	-7,2	5,1
États-Unis	2,9	2,3	-8,0	4,5	-2,1	-0,2	2,3	-8,2	5,4
Zone euro	1,9	1,3	-10,2	6,0	-2,7	1,3	1,0	-8,6	5,8
Allemagne	1,5	0,6	-7,8	5,4	-0,8	0,2	0,4	-6,7	5,5
France	1,8	1,5	-12,5	7,3	-5,3	2,8	0,9	-8,9	4,2
Italie	0,8	0,3	-12,8	6,3	-3,7	1,5	0,1	-10,9	5,5
Espagne	2,4	2,0	-12,8	6,3	-4,8	2,0	1,8	-11,4	6,3
Japon	0,3	0,1	-5,8	2,4	-0,6	-0,6	-0,1	-1,8	0,0
Royaume-Uni	1,3	1,4	-10,2	6,3	-3,7	2,3	1,1	-9,0	6,9
Canada	2,0	1,7	-8,4	4,9	-2,2	0,7	1,5	-7,5	4,6
Autres pays avancés 3/	2,7	1,7	-4,8	4,2	-0,2	-0,3	1,9	-5,1	5,5
Pays émergents et pays en développement	4,5	3,7	-3,0	5,9	-2,0	-0,7	3,9	-0,5	4,2
Pays émergents et pays en développement d'Asie	6,3	5,5	-0,8	7,4	-1,8	-1,1	5,0	2,4	3,9
Chine	6,7	6,1	1,0	8,2	-0,2	-1,0	6,0	4,4	4,3
Inde 4/	6,1	4,2	-4,5	6,0	-6,4	-1,4	3,1	0,2	1,2
ASEAN-5 5/	5,3	4,9	-2,0	6,2	-1,4	-1,6	4,6	-1,4	6,1
Pays émergents et pays en développement d'Europe	3,2	2,1	-5,8	4,3	-0,6	0,1	3,4	-7,0	6,6
Russie	2,5	1,3	-6,6	4,1	-1,1	0,6	2,2	-7,5	5,6
Amérique latine et Caraïbes	1,1	0,1	-9,4	3,7	-4,2	0,3	-0,2	-9,0	4,1
Brésil	1,3	1,1	-9,1	3,6	-3,8	0,7	1,6	-9,3	4,5
Mexique	2,2	-0,3	-10,5	3,3	-3,9	0,3	-0,8	-10,1	4,8
Moyen-Orient et Asie centrale	1,8	1,0	-4,7	3,3	-1,9	-0,7	...	...	...
Arabie saoudite	2,4	0,3	-6,8	3,1	-4,5	0,2	-0,3	-4,4	4,1
Afrique subsaharienne	3,2	3,1	-3,2	3,4	-1,6	-0,7	...	...	...
Nigéria	1,9	2,2	-5,4	2,6	-2,0	0,2	...	...	...
Afrique du Sud	0,8	0,2	-8,0	3,5	-2,2	-0,5	-0,6	-2,1	-2,8
<i>Pour mémoire</i>									
Pays en développement à faible revenu	5,1	5,2	-1,0	5,2	-1,4	-0,4	...	...	...
Croissance mondiale calculée sur la base des taux de change du marché	3,1	2,4	-6,1	5,3	-1,9	-0,1	2,3	-4,9	4,8
Volume du commerce mondial (biens et services) 6/	3,8	0,9	-11,9	8,0	-0,9	-0,4	...	...	...
Pays avancés	3,4	1,5	-13,4	7,2	-1,3	-0,2	...	...	...
Pays émergents et pays en développement	4,5	0,1	-9,4	9,4	-0,5	-0,7	...	...	...
Prix des produits de base (en dollars)									
Pétrole 7/	29,4	-10,2	-41,1	3,8	0,9	-2,5	-6,1	-42,6	12,2
Hors combustibles (moyenne fondée sur la pondération des importations mondiales de produits de base)	1,3	0,8	0,2	0,8	1,3	1,4	4,9	-0,8	1,3
Prix à la consommation									
Pays avancés 8/	2,0	1,4	0,3	1,1	-0,2	-0,4	1,4	-0,1	1,5
Pays émergents et pays en développement 9/	4,8	5,1	4,4	4,5	-0,2	0,0	5,0	3,1	4,0
LIBOR (pourcentage)									
Depôts en dollars (6 mois)	2,5	2,3	0,9	0,6	0,2	0,0	...	...	...
Depôts en euros (3 mois)	-0,3	-0,4	-0,4	-0,4	0,0	0,0	...	...	...
Depôts en yen (6 mois)	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,1	0,0	...	...	...

Note : On suppose que les taux de change effectifs réels restent aux niveaux observés entre le 21 avril et le 19 mai 2020. Les pays sont classés sur la base de la taille de leur économie. Les données trimestrielles agrégées sont corrigées des variations saisonnières. PEM = Perspectives de l'économie mondiale.

1/ Écart basé sur les chiffres arrondis pour les prévisions actuelles et celles des PEM d'avril 2020. Les pays dont les prévisions ont été mises à jour par rapport à celles des PEM d'avril 2020 représentent 90 % du PIB mondial en parité de pouvoir d'achat.

2/ Pour la production mondiale, les estimations et projections trimestrielles représentent environ 90 % de la production mondiale annuelle en parité de pouvoir d'achat. Pour les pays émergents et les pays en développement, les estimations et prévisions trimestrielles représentent environ 80 % de la production annuelle des pays émergents et des pays en développement en parité de pouvoir d'achat.

3/ Hors G-7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) et pays de la zone euro.

4/ Pour l'Inde, les données et les prévisions sont présentées sur la base de l'exercice budgétaire, et le PIB, à compter de 2011, est basé sur le PIB aux prix du marché, avec l'exercice 2011/12 comme année de référence.

5/ Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Viet Nam.

6/ Moyenne simple des taux de croissance du volume des importations et des exportations (biens et services).

7/ Moyenne simple des cours U.K. Brent, Dubai Fateh et West Texas Intermediate. Le cours moyen du pétrole+A53 en 2019 était de 61,39 dollars le baril ; les hypothèses retenues, sur la base des marchés à terme (au 19 mai 2020), sont les suivantes : 36,18 dollars le baril pour 2020 et 37,54 dollars pour 2021.

8/ Le taux d'inflation est de 0,2 % en 2020 et 0,9 % en 2021 pour la zone euro, de -0,1 % en 2020 et 0,3 % en 2021 pour le Japon, et de 0,5 % en 2020 et 1,5 % en 2021 pour les États-Unis.

9/ Hors Venezuela.

Dans le groupe des *pays avancés*, le PIB devrait se contracter de 8,0 % en 2020, soit de 1,9 points de pourcentage de plus que ce qui avait été envisagé dans les PEM d'avril 2020. L'activité semble avoir été plus touchée que prévu au cours du premier semestre, avec des signes de distanciation physique volontaire avant même que les premières mesures de confinement soient décidées. Cela laisse également entrevoir une reprise plus progressive au second semestre, car la crainte de la contagion persistera probablement. De profonds ralentissements simultanés sont prévus aux États-Unis (-8 %), au Japon (-5,8 %), au Royaume-Uni (-10,2 %), en Allemagne (-7,8 %), en France (-12,5 %), en Italie et en Espagne (-12,8 %). En 2021, le taux de croissance du groupe des pays avancés devrait monter à 4,8 %, le PIB du groupe se situant ainsi environ 4 % au-dessous de son niveau de 2019.

Dans les *pays émergents et les pays en développement*, le coup porté à l'activité par les perturbations intérieures devrait se rapprocher du scénario pessimiste esquissé en avril, neutralisant largement le regain d'optimisme des marchés financiers. Cette détérioration traduit aussi les retombées plus importantes que prévu de la baisse de la demande extérieure. La révision à la baisse des perspectives de croissance des pays émergents et des pays en développement pour 2020–21 (2,8 points de pourcentage) est plus marquée que pour les pays avancés (1,8 point de pourcentage). Si l'on exclut la Chine, cette révision à la baisse est de 3,6 points de pourcentage.

Le groupe des pays émergents et des pays en développement pris dans son ensemble devrait connaître une contraction de son PIB de 3 % en 2020, soit de 2 points de pourcentage de plus que prévu dans les PEM d'avril 2020. Le PIB des pays en développement à faible revenu devrait se contracter de 1,0 % en 2020, soit un résultat inférieur de 1,4 point de pourcentage aux prévisions des PEM d'avril 2020, mais avec des différences entre pays. Si l'on exclut un petit nombre de grands pays préémergents, le reste du groupe des pays en développement à faible revenu devrait connaître une contraction de 2,2 % en 2020.

Pour la première fois, toutes les régions devraient voir leur économie se contracter en 2020. Toutefois, des différences notables sont observées parmi les pays, en fonction de l'évolution de la pandémie et de l'efficacité des mesures d'endiguement ; de la structure économique (par exemple, le poids dans l'économie de secteurs gravement touchés, comme le tourisme ou le pétrole) ; de la dépendance à l'égard de flux financiers d'origine étrangère, y compris des envois de fonds ; et de la tendance de la croissance avant la crise. En Chine, où l'économie se redresse après la forte contraction du premier trimestre, la croissance devrait atteindre 1,0 % en 2020, en partie grâce à des mesures de relance. L'économie indienne devrait se contracter de 4,5 %, à l'issue d'une période de confinement plus longue et d'une reprise plus lente que ce qui avait été prévu en avril. En Amérique latine, où la plupart des pays ont encore du mal à maîtriser l'épidémie, les deux plus grandes économies, le Brésil et le Mexique, devraient se contracter respectivement de 9,1 % et 10,5 % en 2020. Les perturbations liées à la pandémie, ainsi que la forte baisse du revenu disponible des exportateurs de pétrole consécutive à la chute spectaculaire des cours, vont causer de profondes récessions en Russie (-6,6 %), en Arabie saoudite (-6,8 %) et au Nigéria (-5,4 %), tandis que les résultats économiques de l'Afrique du Sud (-8,0 %) pâtiront fortement de la crise sanitaire.

En 2021, le taux de croissance du groupe des pays émergents et des pays en développement devrait monter à 5,9 %, en grande partie du fait du rebond prévu en Chine (8,2 %). Le PIB du

groupe, hors Chine, devrait se contracter de 5,0 % en 2020, puis croître de 4,7 % en 2021, pour ainsi se retrouver légèrement au-dessous de son niveau de 2019.

Le commerce mondial diminuera nettement cette année, de 11,9 %, en raison de la forte chute de la demande de biens et services, dont le tourisme. Parallèlement au redémarrage progressif de la demande intérieure en 2021, les échanges devraient augmenter d'environ 8 %.

Perspectives d'inflation. Les prévisions d'inflation ont généralement été revues à la baisse, surtout pour l'année 2020 et dans les pays avancés. Cela tient en général à la baisse concomitante de l'activité économique et des cours des produits de base ; dans certains cas, cependant, le renchérissement des importations causé par la dépréciation du taux de change contrebalance partiellement cette baisse de l'inflation. L'inflation devrait augmenter progressivement en 2021, parallèlement à la reprise prévue de l'activité. Les perspectives d'inflation restent tout de même timides, car la demande globale devrait demeurer faible.

Régression dans la lutte contre la pauvreté

Ces projections font craindre que les conséquences économiques de la pandémie ne frappent de plein fouet les ménages les plus pauvres dans le monde entier, et ne participent à un sérieux creusement des inégalités. La proportion de la population mondiale vivant dans l'extrême pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 1,90 dollar par jour, est passée [sous la barre des 10 % au cours des dernières années](#) (contre plus de 35 % en 1990). Ces progrès sont [menacés par la crise de la COVID-19](#), à l'heure où plus de 90 % des pays émergents et en développement devraient voir leur revenu par habitant se contracter en 2020. Dans les pays où la part de l'emploi informel est élevée, les mesures de confinement ont soudainement privé d'emploi et de revenus de très nombreux travailleurs, souvent saisonniers, employés loin de chez eux et donc coupés des réseaux de soutien habituels. En outre, au vu des nombreuses fermetures d'écoles dans environ 150 pays à la fin mai, [l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture estime que près de 1,2 milliard d'écoliers](#) (environ 70 % du total mondial) ont été touchés. Les élèves auront donc beaucoup moins appris que d'ordinaire, ce qui nuira de manière disproportionnée aux perspectives économiques des enfants des pays à faible revenu.

Risques de détérioration des perspectives

La profonde incertitude qui entoure l'évolution de la pandémie est un facteur déterminant des perspectives économiques et empêche d'estimer la résultante de tous les aléas en présence. Le ralentissement pourrait être moins grave que prévu si la situation économique se normalisait plus rapidement qu'on ne l'attend aujourd'hui dans les régions du monde qui ont rouvert leur économie, par exemple en Chine, où la reprise des investissements et des activités de services en mai s'est révélée plus vigoureuse que prévu. La découverte de nouveaux traitements et l'adoption de pratiques de distanciation physique pourraient permettre aux systèmes de santé de résister sans qu'il soit nécessaire de généraliser des mesures de confinement strictes. Par ailleurs, les essais cliniques de vaccins se multiplient. La mise au point d'un vaccin sûr et efficace provoquerait un regain d'optimisme et pourrait bonifier les chiffres de la croissance en 2021, même si la production des doses n'est pas suffisamment rapide pour assurer l'immunité collective d'ici la fin de l'année 2021. Plus généralement, les changements apportés aux systèmes de production, de distribution et de paiement pendant la pandémie pourraient, dans les faits,

générer des gains de productivité, qu'il s'agisse de nouvelles techniques médicales ou de phénomènes plus larges, comme l'accélération du passage au numérique ou l'abandon des combustibles fossiles au profit des sources d'énergie renouvelable.

Les risques de détérioration restent toutefois importants. Des flambées pourraient réapparaître à des endroits où le pic épidémique semblait avoir été franchi, ce qui nécessiterait le retour à un certain nombre de mesures de confinement. Un recul prolongé de l'activité pourrait entraîner de nouvelles séquelles pour l'économie, notamment du fait d'une augmentation des fermetures d'entreprises et dans la mesure où les entreprises encore en activité pourraient hésiter à embaucher des chômeurs de longue durée, et où certains chômeurs cesseraient alors de chercher du travail et de faire partie de la population active. Les conditions financières pourraient se durcir à nouveau, comme entre janvier et mars, ce qui fragiliserait les emprunteurs. Cela pourrait faire basculer certains pays dans une crise de la dette et ralentir encore davantage leur économie. Plus généralement, les conséquences de la baisse de la demande extérieure et du durcissement des conditions financières pourraient encore amplifier l'impact des chocs spécifiques à un pays ou à une région sur la croissance mondiale. En outre, les mesures d'envergure prises après le coup d'arrêt porté à l'activité économique au début de la crise pourraient prendre fin prématurément ou se révéler mal ciblées en raison de difficultés de conception et de mise en œuvre, ce qui entraînerait une mauvaise affectation des ressources et la dissolution de relations économiques productives. Certains de ces éléments sont abordés dans l'encadré ci-dessous consacré aux différents scénarios, qui présente pour chacun d'entre eux les prévisions de croissance.

Outre les risques liés à la pandémie, l'économie mondiale est confrontée à des menaces supplémentaires liées à l'aggravation des multiples tensions entre les États-Unis et la Chine, à la détérioration des relations au sein de l'alliance des pays producteurs de pétrole OPEP+, et aux nombreuses manifestations de mécontentement qui éclatent dans différentes régions du monde. Enfin, dans un contexte de faible inflation et de fort endettement (en particulier dans les pays avancés), la faiblesse prolongée de la demande globale pourrait causer une désinflation accrue et des difficultés à assurer le service de la dette, ce qui viendrait freiner encore davantage l'activité économique.

Priorités

À mesure que la pandémie se répand inexorablement, ses effets néfastes à long terme sur les moyens d'existence de certaines populations, sur la sécurité de l'emploi et sur les inégalités s'annoncent de plus en plus sévères. Des mesures supplémentaires pourraient permettre de ralentir la détérioration des perspectives économiques et jeter les bases d'une reprise rapide et de nature à améliorer le sort de chacun, quel que soit son niveau de revenu ou de qualification. Dans le même temps, compte tenu de l'incertitude considérable qui entoure la pandémie et ses conséquences pour différents secteurs, les mesures considérées, pour avoir le plus d'effet possible, devront être adaptées à l'évolution de la situation — à titre d'exemple, il se peut que le sauvetage d'entreprises en difficulté doive à un certain moment laisser place à des mesures de soutien profitant à d'autres secteurs.

Comme nous l'avons expliqué dans les PEM d'avril 2020, les pays émergents et les pays en développement ainsi que dans les pays avancés poursuivent les mêmes objectifs ; en revanche, les pays du premier groupe ont moins de marge de manœuvre du fait des capacités plus faibles de leurs systèmes de santé, du plus grand poids de leur économie informelle et des conditions d'emprunt plus strictes auxquelles ils sont soumis. Par ailleurs, certains pays émergents et pays en développement disposaient déjà d'une marge de manœuvre restreinte au moment où la crise les a frappés. Une aide extérieure et une étroite coopération multilatérale sont donc indispensables pour aider ces pays en difficulté financière à surmonter cette crise. Cela vaut en particulier pour les pays à faible revenu. Nombre d'entre eux se sont beaucoup endettés, et certains connaissent déjà une situation fragile sur le plan de la sécurité et de l'approvisionnement en nourriture et en médicaments. À moins que leur dette ne soit allégée et que la communauté internationale ne leur accorde des dons et des financements à des conditions avantageuses, il leur sera donc très difficile de mettre en œuvre les mesures indispensables pour préserver leurs populations d'un lourd bilan humain et de conséquences à long terme sur leurs moyens d'existence. Les pays insulaires qui dépendent fortement du tourisme et ceux dont l'économie repose sur les exportations de pétrole rencontreront sans doute eux aussi des difficultés durables.

Donner des moyens aux systèmes de santé

La pandémie continue de mettre à l'épreuve les systèmes de santé dans de nombreux pays, notamment dans les pays émergents et les pays en développement où elle prend de plus en plus d'ampleur. Les pays qui ont laissé derrière eux le pic épidémique ne sont pourtant pas à l'abri de nouvelles flambées. C'est pourquoi tous les pays doivent veiller à ce que leurs systèmes de santé soient dotés de moyens suffisants. Cela peut nécessiter des dépenses supplémentaires dans divers domaines, comme les dépistages et les tests sérologiques, la formation et l'embauche de personnes chargées de la recherche des personnes-contacts, l'acquisition d'équipements de protection individuelle, et les infrastructures de santé (urgences, services de soins intensifs et pavillons d'isolement).

La coopération multilatérale au service des systèmes de santé. La communauté internationale doit redoubler d'efforts dans de nombreux domaines pour soutenir les initiatives nationales : en achevant la suppression des restrictions commerciales sur les fournitures médicales essentielles ; en partageant les informations sur la pandémie avec le plus grand nombre et de manière transparente ; en fournissant une assistance financière et une expertise aux pays dont les systèmes de santé sont insuffisants, notamment en soutenant les organisations internationales ; et, à mesure que les essais cliniques progressent, en acheminant des fonds pour accélérer la production de vaccins, afin que des doses suffisantes soient rapidement mises à la disposition de tous les pays à un prix abordable.

Limiter les dégâts pour l'économie et faciliter la reprise

La présence d'un virus hautement contagieux frappant les populations les plus fragiles a contraint les pays à restreindre les déplacements des personnes pour juguler l'épidémie et sauver des vies. Dans ce contexte de profond ralentissement de l'activité économique, les principaux objectifs de politique économique restent similaires à ceux qui avaient été définis dans les PEM d'avril 2020 : il s'agit avant tout de mettre en place des dispositifs ambitieux et bien ciblés pour

protéger les plus vulnérables. Au fur et à mesure de la réouverture des économies, les mesures envisagées ne devront plus tant viser à protéger les emplois et les entreprises, mais, de plus en plus, à faciliter la reprise et à éliminer les obstacles à la réaffectation de la main-d'œuvre d'un secteur à l'autre. Néanmoins, des niveaux d'endettement élevés pourraient limiter la portée d'un soutien budgétaire supplémentaire, et poseront de sérieuses difficultés à de nombreux pays à moyen terme.

Pour que les économies soient préparées à résister à de nouveaux chocs, les dirigeants doivent envisager de renforcer les mécanismes qui permettent d'apporter un soutien automatique, opportun et temporaire pendant un ralentissement économique. Comme nous l'avons expliqué dans les [PEM d'avril 2020](#), l'adoption de mesures de relance budgétaire fondées sur des règles face à une détérioration de la situation macroéconomique peut s'avérer très efficace pour atténuer une récession (comme par exemple les transferts monétaires, ciblés et temporaires, en faveur des ménages à faible revenu en manque de liquidités qui sont versés dès que le taux de chômage ou les demandes d'indemnités dépassent un certain seuil).

Pays où la pandémie prend de l'ampleur. Dans les pays où des mesures de confinement s'imposent pour ralentir la contagion, il s'agit avant tout de maîtriser le choc sanitaire et de limiter les dégâts économiques afin que l'activité puisse plus rapidement retrouver un niveau normal au terme du confinement. L'objectif est double : d'une part, atténuer autant que possible les pertes de revenus pour les populations, et, d'autre part, permettre une réorientation des ressources financières vers des secteurs autres que ceux qui reposent sur de nombreux contacts entre personnes, et dont le poids dans l'économie est appelé à diminuer durablement au lendemain de la pandémie.

Des mesures ciblées (par exemple : allègements fiscaux temporaires pour les personnes et les entreprises touchées, subventions salariales pour les travailleurs mis au chômage technique, transferts monétaires et congés maladie et familial payés) constituent de bonnes pratiques fréquentes pour limiter les pertes de revenus. Le dosage particulier des mesures d'aide ciblées doit être adapté à la situation du pays, et ne pas perdre de vue les personnes susceptibles de passer à travers les mailles du filet de sécurité officiel (voir ci-dessous). Des garanties de crédit temporaires, en particulier pour les petites et moyennes entreprises, et la restructuration des prêts, peuvent contribuer à préserver les emplois susceptibles de rester viables une fois que la pandémie se sera résorbée. Parallèlement, les dépenses pour la reconversion professionnelle doivent être augmentées lorsque c'est possible, afin que les travailleurs soient mieux préparés à retrouver un emploi dans d'autres secteurs le cas échéant. Il faut étendre et renforcer les dispositifs de sécurité sociale, notamment en assouplissant les critères permettant de bénéficier de l'assurance chômage, et assurer une meilleure couverture des travailleurs indépendants et du secteur informel.

L'apport de liquidités par les banques centrales et les mécanismes ciblés de rétrocession de prêts pour les entreprises en mal de financements participent au maintien de l'offre de crédit, tandis que la baisse des taux directeurs et les achats d'actifs peuvent limiter la hausse des coûts d'emprunt (pour plus d'information, voir la *Mise à jour du GFSR* de juin 2020). À l'heure où des pans entiers de l'économie sont à l'arrêt, des investissements dans les infrastructures publiques ou des baisses d'impôts généralisées risquent d'être moins efficaces pour stimuler la demande.

Néanmoins, lorsque les contraintes de financement le permettent, de telles mesures peuvent jouer un rôle important pour favoriser la confiance et limiter les faillites.

Pays ayant commencé à rouvrir leur économie. De nombreux pays ont commencé à lever les mesures de confinement strictes. Cette réouverture doit s'accompagner de mesures propices au redémarrage de l'économie. Pour ce faire, il faut supprimer progressivement les aides ciblées au fur et à mesure que la reprise s'amorce, encourager la réaffectation des facteurs de production et stimuler l'économie.

Il convient d'abandonner les aides ciblées (comme les subventions salariales pour les travailleurs mis au chômage technique, les transferts monétaires, l'assouplissement des critères de l'assurance chômage, les garanties de crédit pour les entreprises et les moratoires de la dette) progressivement pour éviter de provoquer brutalement des pertes de revenus et des faillites alors que l'activité économique commence à peine à se rétablir. Cet enchaînement doit prendre en compte la structure de l'emploi dans le pays considéré (par exemple, la part des indépendants, la répartition des entreprises dans différents secteurs plus ou moins rapides à redémarrer, et le poids de l'économie informelle).

Lorsque l'espace budgétaire est suffisant, il est possible de remplacer progressivement les aides ciblées par des investissements publics de nature à accélérer la reprise, et par une augmentation des dépenses sociales pour protéger les populations les plus fragiles. Les investissements publics peuvent favoriser l'avènement d'une économie sobre en carbone et la mise en place de stratégies d'atténuation des effets des changements climatiques. L'augmentation des dépenses sociales sera d'autant plus nécessaire que la pandémie a beaucoup touché les travailleurs peu qualifiés (qui risquent d'avoir plus de difficultés à retrouver du travail que les plus qualifiés) et, plus généralement, les ménages modestes (qui risquent de ne pas avoir les moyens de se faire soigner et de se procurer certains produits de première nécessité).

Dans le même temps, les pouvoirs publics devront augmenter les subventions à l'embauche et les dépenses de formation professionnelle pour faciliter la réaffectation de la main-d'œuvre vers des activités de plus en plus demandées, et vers des secteurs autres que ceux dont le poids dans l'économie est appelé à diminuer durablement au lendemain de la pandémie. Les dirigeants doivent également s'attaquer aux obstacles à cette réaffectation, comme les barrières à l'entrée qui favorisent les acteurs en place au détriment des entrants potentiels, et les rigidités du marché du travail qui dissuadent les entreprises d'embaucher. Pour ce faire, il faudra également intervenir pour assainir les bilans et s'attaquer au surendettement ; l'histoire montre en effet que ces facteurs sont de nature à ralentir la sortie d'une profonde récession. Cela nécessitera de mettre en place des mécanismes qui permettent de restructurer et de prendre en charge les endettements excessifs. Corriger de la sorte la mauvaise allocation chronique des facteurs de production et les pertes persistantes de productivité permet d'accroître l'efficacité des mesures de relance au sens large, et donc de faire repartir la demande globale et de créer des emplois.

Modalités de distribution de l'aide dans les pays où l'économie informelle occupe une place importante. Dans les pays où la pandémie et les mesures de confinement frappent de plein fouet les travailleurs de l'économie informelle, les systèmes de paiement numériques offrent un moyen supplémentaire d'acheminer les aides publiques aux bénéficiaires visés ([Note de la série spéciale du FMI sur la COVID-19](#)). Quand les individus concernés ne disposent pas de documents d'identité ou de

téléphones mobiles, les autorités peuvent mettre en œuvre des solutions de rechange provisoirement pour étendre la couverture des paiements numériques (voir la [Note de la série spéciale du FMI sur la COVID-19](#)) et les compléter par des distributions de nourriture, de médicaments et d'autres produits de première nécessité pour les ménages dans le besoin, par exemple par l'intermédiaire des collectivités locales et des organisations communautaires.

Coopération multilatérale

Compte tenu de la dimension mondiale de la crise, les pays doivent coopérer dans de nombreux domaines pour relever les défis qu'ils ont en commun. Outre le soutien aux systèmes de santé, une aide à la liquidité s'impose de toute urgence dans les pays confrontés à la fois à une crise sanitaire et à un déficit de financement extérieur.

L'initiative du G-20 en faveur d'un gel temporaire des paiements au titre du service de la dette publique des pays à faible revenu est une première étape importante ; il s'agit d'aider ces pays à économiser leurs réserves internationales et à consacrer les fonds disponibles à la lutte contre la crise sanitaire. Les créanciers privés doivent s'inspirer de cette initiative. De manière générale, il est dans l'intérêt des créanciers et des emprunteurs des pays à faible revenu et émergents fortement endettés et à court de financements de convenir rapidement, le cas échéant, d'un allègement de la dette à des conditions acceptables par les deux parties.

L'aide multilatérale, acheminée par le dispositif mondial de sécurité financière, peut également contribuer à absorber l'impact des chocs sur le financement. Le FMI a relevé les limites d'accès à ses mécanismes de financement d'urgence, accru sa capacité à alléger le service de la dette par l'octroi de dons, et aide les pays fragiles en leur accordant de nouveaux financements par le truchement d'autres mécanismes de prêt. D'autres éléments du dispositif mondial de sécurité financière, comme les accords de swap entre banques centrales, ont également été activés pour atténuer les pénuries de liquidités internationales dans les pays émergents. Ces actions sont le résultat d'une prise de conscience collective : les pays émergents et les pays en développement disposent en général d'une marge de manœuvre plus restreinte que les pays avancés dont les devises sont utilisées comme monnaies de réserve. Plus longtemps la pandémie et ses conséquences se feront sentir, plus il sera nécessaire d'intervenir pour venir en aide aux pays à court de financements.

Au-delà de la pandémie, les dirigeants doivent travailler de concert à résoudre les tensions commerciales et technologiques qui les opposent, et à combler les lacunes du système commercial multilatéral fondé sur des règles. Si aucune solution durable n'est trouvée pour apaiser ces tensions, il sera difficile d'envisager une reprise de l'activité au lendemain de la crise de la COVID-19. En s'appuyant sur la baisse sans précédent des émissions de gaz à effet de serre qui a été observée cette année (en raison de la forte baisse de la consommation de combustibles fossiles pendant la pandémie), les dirigeants doivent mettre en œuvre leurs engagements en matière d'atténuation des changements climatiques et redoubler d'efforts au niveau international, idéalement pour mettre en place des systèmes équitables de taxation du carbone, ou des dispositifs équivalents (voir le [Moniteur des finances publiques d'octobre 2019](#)). La baisse des cours du pétrole offre également la possibilité de réduire les subventions aux carburants, qui ont des effets néfastes. Enfin, pour éviter qu'une telle catastrophe ne se

reproduise, la communauté internationale doit agir dès maintenant en constituant des stocks mondiaux de biens essentiels et d'équipements de protection qui puissent être rapidement distribués aux zones touchées, en finançant la recherche et en consolidant les systèmes de santé publique, et en mettant en place des dispositifs permettant d'aider efficacement les populations les plus démunies.

Encadré. Deux autres scénarios

Le modèle du FMI pour le G-20 est combiné avec une analyse détaillée par secteur pour estimer l'impact de deux autres scénarios : 1) une deuxième flambée de COVID-19 début 2021, et 2) un redémarrage économique rapide à l'issue des mesures de confinement appliquées au cours du premier semestre 2020. Ces scénarios, résumés ci-dessous, sont présentés sous la forme d'écart par rapport aux projections de la *Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale* de juin 2020 (le scénario de référence).

Scénario 1 : une deuxième flambée mondiale de COVID-19 début 2021

Si le scénario de référence n'exclut pas une éventuelle recrudescence de cas dans certains pays, le premier scénario part du principe qu'une deuxième flambée majeure se déclarera début 2021. Il est supposé que les perturbations de l'activité économique dans chaque pays en 2021, du fait des mesures prises pour contrer cette deuxième vague, seront d'une ampleur à peu près deux fois moins importante que dans le scénario de référence pour 2020. Cette réduction de moitié de l'impact économique tient à l'hypothèse selon laquelle les nouvelles mesures d'endiguement perturberont moins les entreprises et les ménages, car la proportion de personnes vulnérables sera probablement plus faible et les mesures cibleront mieux les groupes vulnérables, grâce aux enseignements tirés des mesures mises en place jusqu'à présent.

Ce scénario fait également l'hypothèse que cette deuxième vague s'accompagnera d'un durcissement supplémentaire des conditions financières en 2021, par rapport au scénario de référence. Ce durcissement supplémentaire est estimé à environ la moitié de l'augmentation des écarts de rendement observés sur les obligations souveraines et d'entreprises depuis le déclenchement de la pandémie ; il sera relativement faible en moyenne dans les pays avancés, surtout pour les obligations souveraines, mais plus marqué pour les pays émergents, tant pour les obligations souveraines que celles d'entreprises.

La simulation suppose que la politique monétaire conventionnelle réagit de manière endogène dans les pays où il existe encore une certaine marge de manœuvre pour de nouvelles réductions des taux directeurs, principalement dans les pays émergents. Les mesures non conventionnelles de politique monétaire ne sont pas explicitement intégrées dans les simulations ; en revanche, elles se reflètent implicitement dans le durcissement plus faible des conditions financières dans les pays avancés. En ce qui concerne la politique budgétaire, il est supposé que les pouvoirs publics ne se contentent pas de laisser jouer les stabilisateurs automatiques et appliquent des mesures discrétionnaires supplémentaires. Par conséquent, l'ensemble des dépenses effectuées en réponse à la baisse de la production sont deux fois plus élevées que lors de fluctuations conjoncturelles ordinaires.

Malgré ces mesures, il est supposé que la nouvelle flambée causera de nouvelles séquelles plus prolongées du côté de l'offre à partir de 2022, car la multiplication des faillites entraîne une destruction de capital, un ralentissement temporaire de la croissance de la productivité et une augmentation temporaire du chômage tendanciel. Ces séquelles supplémentaires sont estimées à environ la moitié de ce qui est déjà prévu dans le scénario de référence, mais elles

seront plus importantes et plus prolongées dans les pays émergents par rapport aux pays avancés, qui ont davantage les moyens de soutenir les revenus.

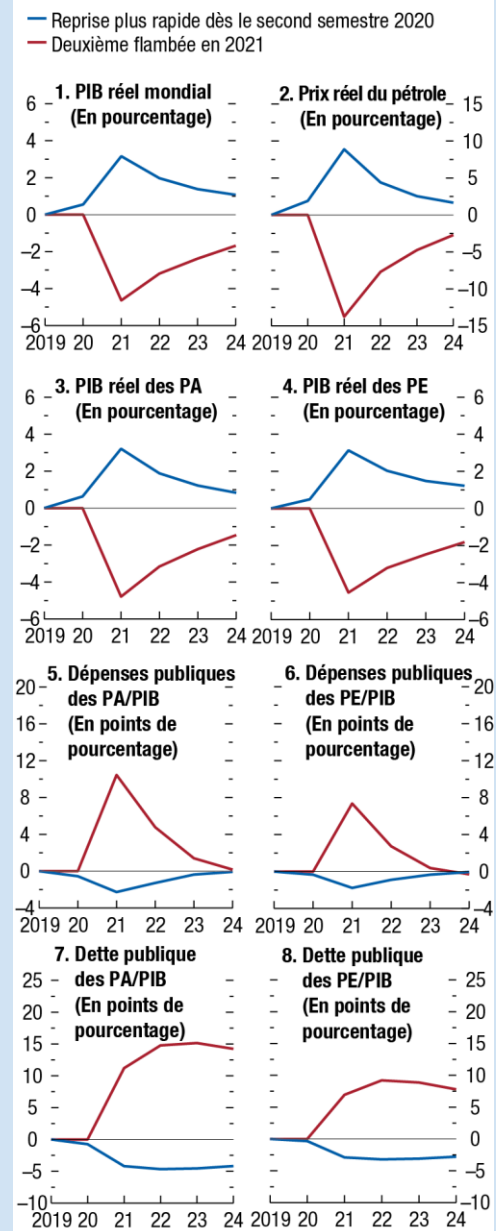
Scénario 2 : une reprise plus rapide

Le scénario de référence suppose une reprise progressive de l'activité à partir du second semestre 2020. Dans le second scénario, la reprise est plus rapide que prévu : une plus grande confiance dans des mesures post-confinement efficaces (distanciation physique et pratiques plus efficaces en matière de dépistage, de traçage et d'isolement) permet de bien juguler la flambée et conduit à un comportement moins frileux de la part des ménages et des entreprises lorsque les mesures de confinement sont levées¹. Comme la reprise est plus rapide, les conditions financières s'assouplissent (à compter de 2021 pour simplifier). Il est supposé également que les mesures budgétaires discrétionnaires qui figuraient déjà dans le scénario de référence sont maintenues dans leur intégralité, malgré l'amélioration des perspectives économiques. Toutefois, le libre jeu des stabilisateurs automatiques entraînerait de fait une diminution globale de l'effort budgétaire, car ils réagissent de manière endogène à une réduction plus rapide de l'offre excédentaire. Ce scénario de reprise plus rapide signifie aussi que les séquelles du côté de l'offre seraient deux fois moindres que dans le scénario de référence à partir de 2021.

Résultats

Le graphique 1 ci-dessous illustre les résultats pour le groupe des pays avancés, le groupe des pays émergents et le monde entier. En cas de deuxième vague (courbe jaune du graphique 1), les mesures prises pour l'endiguer font baisser la production mondiale d'environ 4,6 % en 2021 par rapport au scénario de référence. Comme dans les scénarios présentés dans les PEM d'avril 2020, la baisse d'activité est globalement la même à court terme (2021) dans les pays avancés et les pays

Graphique scénario 1. Autres scénarios des PEM de juin 2020
(Écart par rapport au scénario de référence)



Source : FMI, simulations selon le modèle G-20.
Note : PA = pays avancés ; PE = pays émergents.

¹ Le second scénario ne fait pas l'hypothèse d'un vaccin rendu disponible avant la fin 2021.

émergents : en effet, d'un côté, la part des services dans l'économie est relativement plus importante dans les pays avancés, ce qui les rend plus sensibles aux effets des mesures de distanciation physique, mais d'un autre côté, le durcissement des conditions financières et l'espace budgétaire plus restreint amplifient les répercussions dans les pays émergents. Le coup porté à l'activité en 2021 n'est que partiellement corrigé en 2022, la production mondiale étant toujours inférieure de 3,3 % à son niveau de référence, en partie à cause des séquelles supplémentaires du côté de l'offre.

Dans le scénario de reprise plus rapide, où l'adoption de mesures post-confinement efficaces au second semestre de 2020 permet de mieux maîtriser le virus, d'inspirer davantage confiance et de retrouver plus rapidement la normale (courbe bleue du graphique 1), la production mondiale dépasse son niveau de référence d'environ 1/2 % en 2020. La reprise s'accélère en 2021 grâce au relatif assouplissement des conditions financières et à des séquelles moins graves, et la production mondiale dépasse son niveau de référence de 3 points de pourcentage.

Il est important de rappeler le considérable degré d'incertitude qui entoure ces scénarios, surtout le premier. La deuxième vague pourrait bien intervenir en automne, auquel cas l'effet négatif sur l'activité économique en 2020 serait encore plus important que dans le scénario de référence actuel. En outre, étant donné que les conséquences économiques des mesures appliquées actuellement pour lutter contre l'épidémie n'ont toujours pas été chiffrées avec précision, l'impact d'une hypothétique deuxième vague est encore plus incertain. Enfin, une deuxième vague pourrait entraîner un durcissement plus marqué des conditions financières que ce qui est supposé ici, l'effet macroéconomique global pouvant être amplifié par des non-linéarités découlant de séquelles plus graves et de tensions financières, en particulier dans les pays émergents.

Annexe : mise à jour des évolutions et perspectives des finances publiques

Face à l'aggravation des répercussions économiques de la pandémie de COVID-19 et du Grand Confinement, de nombreux pays ont renforcé leurs mesures d'urgence pour protéger les populations, préserver les emplois et éviter les faillites. La forte contraction de l'activité économique et des recettes budgétaires, à laquelle se sont ajoutées des relances budgétaires de grande envergure, continue de mettre les finances publiques à rude épreuve, la dette publique mondiale devant dépasser 100 % du PIB cette année. À l'heure où de nombreux pays passent à la phase du déconfinement, ils doivent désormais s'attacher à faciliter la reprise, même si la capacité à endiguer la pandémie demeure incertaine et que les hauts niveaux d'endettement pourraient limiter la portée et l'efficacité d'une relance budgétaire supplémentaire. La présente annexe est une mise à jour du Moniteur des finances publiques d'avril 2020, et porte sur les mesures budgétaires prises en riposte à la pandémie et sur les perspectives des finances publiques¹.

Depuis avril, plus des deux tiers des pays dans le monde ont renforcé leur soutien de l'activité par la voie budgétaire afin de limiter les répercussions économiques de la pandémie et des mesures strictes de confinement, tandis que la croissance est encore revue à la baisse par rapport aux *Perspectives de l'économie mondiale* d'avril 2020. Ces mesures ont permis de sauver des vies, de protéger les moyens de subsistance des populations et de préserver l'emploi et les relations commerciales. Les mesures budgétaires annoncées sont désormais estimées à près de 11 000 milliards de dollars dans le monde, contre 8 000 milliards de dollars dans le Moniteur des finances publiques d'avril 2020. La moitié de ce montant (5 400 milliards de dollars) correspond à des dépenses supplémentaires et à des recettes perdues : les budgets publics sont donc directement touchés². La moitié restante (5 400 milliards de dollars) correspond à un apport de liquidités, sous forme de prêts, d'injections de capital et de garanties, notamment par l'intermédiaire des banques publiques et des entreprises publiques. Ces mesures permettent de préserver les flux de trésorerie des entreprises et de limiter les faillites, mais pourraient alourdir la dette et creuser les déficits publics à l'avenir si elles devaient se solder par des pertes. La plus grande partie des mesures de relance budgétaire reste le fait des pays du Groupe des vingt (G-20), dont les interventions représentent actuellement 6 % du PIB en moyenne (voir graphique 1 de l'annexe), contre seulement 3 % en avril, et bien plus qu'en 2008–10, lors de la riposte à la crise financière mondiale.

Déficits et dettes publics au niveau mondial

La forte contraction de la production et la chute des recettes qui s'en suit, combinées à une relance budgétaire discrétionnaire de grande envergure, ont entraîné une augmentation de la dette et des déficits publics (voir graphique 2 de l'annexe). Dans le scénario de référence, la dette publique mondiale devrait atteindre un niveau record supérieur à 101 % du PIB en 2020–21, soit une hausse de 19 points de pourcentage par rapport à l'année précédente (tableau 1 de l'annexe). Dans le même temps, le déficit budgétaire global moyen devrait exploser pour atteindre 14 % du

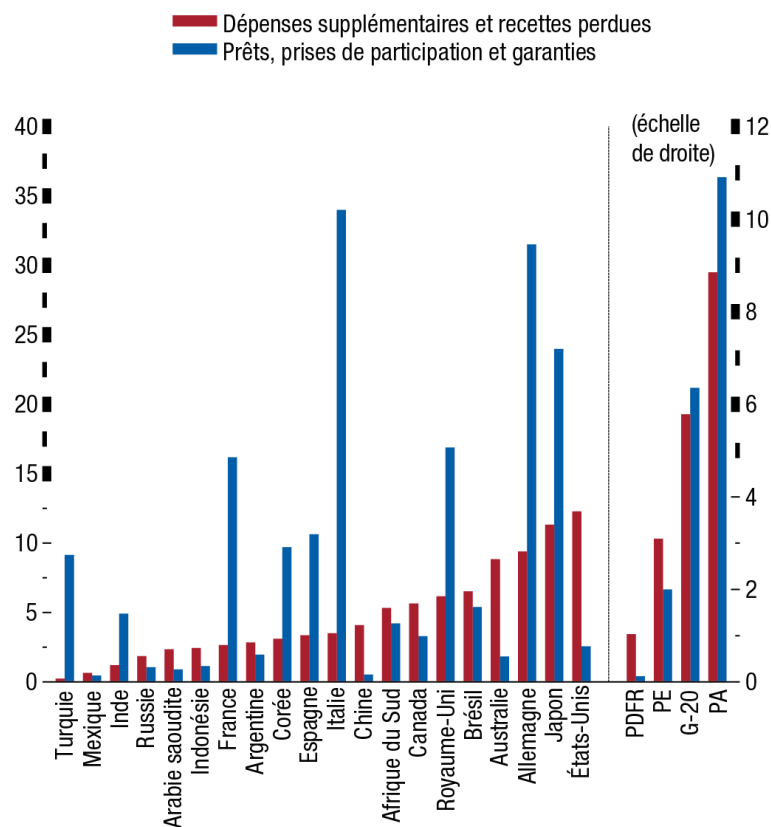
¹ La présente annexe a été rédigée par le département des finances publiques.

² Pour plus de détails, veuillez consulter la [base de données](#) du Moniteur des finances publiques sur les mesures budgétaires que les pays ont prises en réponse à la pandémie de COVID-19.

Graphique 1 de l'annexe. Mesures budgétaires des pays en réponse à la pandémie de COVID-19

(En pourcentage du PIB)

Pour soutenir l'économie, les pays mettent en place des mesures budgétaires d'envergure et fournissent également des liquidités hors budget.



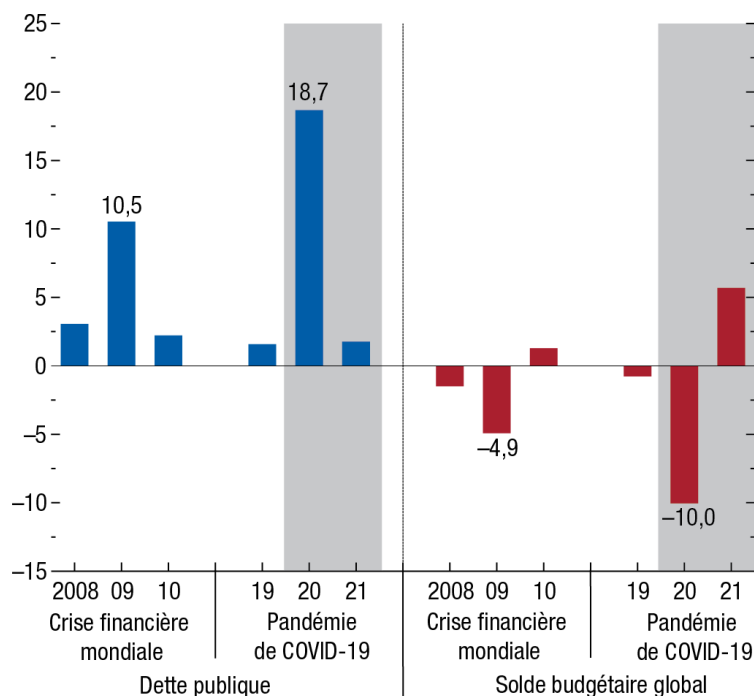
Sources : autorités nationales ; estimations des services du FMI.

Note : Données au 12 juin 2020. Les groupes de pays sont pondérés selon leur PIB en dollars courants corrigés des parités de pouvoir d'achat. Les mesures relatives aux recettes et aux dépenses ne comprennent pas les ajournements d'impôt et les paiements anticipés. Pour de plus amples informations, voir la base de données du Moniteur des finances publiques sur les mesures budgétaires des pays en réponse à la pandémie de COVID-19. PA = pays avancés ; PE = pays émergents ; G-20 = Groupe des Vingt ; PDFR = pays en développement à faible revenu.

Graphique 2 de l'annexe. Variations de la dette publique et du solde budgétaire global au niveau mondial

(En pourcentage du PIB)

La dette et les déficits vont augmenter dans le monde entier, davantage qu'à la suite de la crise financière mondiale de 2008–10.



Source : estimations des services du FMI.

PIB mondial en 2020, soit 10 points de pourcentage de plus que l'année dernière. Outre les mesures budgétaires discrétionnaires, les stabilisateurs automatiques résultant des impôts et de la protection sociale devraient permettre d'atténuer la baisse des revenus des ménages pendant la récession, mais aussi contribuer à un tiers de la hausse des déficits, en moyenne. Les recettes publiques devraient par exemple baisser plus vite que la production et diminuer de 2½ points de pourcentage du PIB, en moyenne, par rapport à leur niveau de 2019, en raison de la baisse des revenus des particuliers et des entreprises et de la chute de la consommation privée, durement touchée par la crise. Par ailleurs, les pays exportateurs de pétrole sont pénalisés par la baisse de

leurs recettes pétrolières qui résulte de la faiblesse des cours. La trajectoire de la dette et des déficits est très incertaine ; dans un scénario défavorable, elle pourrait connaître une inflexion à la hausse, si l'activité économique venait à pâtir d'une augmentation du nombre de cas, ou si des passifs conditionnels liés à d'importants apports de liquidités venaient à se matérialiser à mesure que les conditions financières se durcissent³. Les recettes publiques pourraient également chuter si les impôts différés n'étaient pas entièrement recouverts. Il se peut aussi que les finances publiques souffrent moins que prévu, dans le cas où des vaccins sûrs et efficaces deviendraient disponibles à la fin de cette année, ce qui permettrait de rétablir la confiance et de limiter le recul de l'activité économique.

Évolutions et perspectives des finances publiques par groupes de pays classés en fonction de leurs niveaux de revenus

L'activité s'étant contractée davantage que prévu, la plupart des *pays avancés* ont mis en place de nouveaux trains de mesures de relance budgétaire. D'après les nouvelles estimations, les déficits budgétaires globaux devraient se creuser pour atteindre 16½ % du PIB en moyenne cette année, soit 13 points de pourcentage de plus que l'année dernière, et la dette publique devrait dépasser 130 % du PIB en 2020–21. Les apports de liquidités importants dans certains pays avancés (*France, Allemagne, Italie, Japon, Royaume-Uni*) engendrent des risques budgétaires en cas de demandes et de pertes considérables. Les coûts de l'emprunt devraient néanmoins rester faibles dans les pays avancés. Fin avril, les *États-Unis* ont approuvé un nouveau programme de relance budgétaire à hauteur de 483 milliards de dollars, soit 2½ % du PIB, qui prévoit l'octroi de prêts non remboursables supplémentaires aux petites et moyennes entreprises. Un projet d'aide supplémentaire à hauteur de 3 000 milliards de dollars, sous la forme de financements en faveur des administrations infranationales et de nouveaux transferts monétaires, est en attente de l'approbation du Congrès. Fin mai, le *Japon* a débloqué une enveloppe d'un montant exceptionnel de 1 100 milliards de dollars (soit 22 % du PIB) qui, ajoutée aux mesures décidées en avril, représente plus de 40 % du PIB. Elle prévoit notamment une expansion des prêts concessionnels aux entreprises sinistrées. L'*Allemagne* a lancé en juin un nouveau train de mesures de reprise (130 milliards d'euros pour la période 2020–21, soit 4 % du PIB), notamment pour stimuler l'activité dans les secteurs de l'économie verte et de l'économie numérique. L'*Union européenne* a proposé un plan de relance supplémentaire à hauteur de 750 milliards d'euros (soit 6 % de son PIB) pour la période 2021–27, avec notamment un fonds de relance basé sur des subventions qui, s'il est approuvé, pourrait promouvoir une relance verte et réduire l'impact inégal de la pandémie sur la viabilité de la dette de ses États membres.

Dans les *pays émergents*, les mesures budgétaires prises face à la pandémie sont actuellement estimées à 5 % du PIB en moyenne, ce qui est considérable mais plus modeste que dans les pays avancés. Les déficits budgétaires devraient toutefois se creuser fortement pour atteindre 10½ % du PIB en moyenne en 2020, soit plus du double du niveau de l'année dernière. Cela tient à la mise en œuvre de politiques budgétaires expansionnistes, à la forte contraction de la production, à la baisse des recettes tirées des produits de base, et à l'augmentation des coûts de l'emprunt extérieur, les conditions de financement au niveau mondial restant plus strictes qu'avant la crise,

³ Voir l'encadré plus haut pour un résumé des différents scénarios et de leurs conséquences sur la croissance des pays du G-20.

malgré un récent assouplissement (voir la *Mise à jour du rapport sur la stabilité financière mondiale (GFSR)* de juin 2020). La dette publique devrait atteindre en moyenne 63 % du PIB en 2020, poursuivant ainsi sa tendance à la hausse, avec une augmentation de 10 points de pourcentage par rapport à l'année dernière. De nombreux pays émergents ont renforcé leur soutien à l'activité par la voie budgétaire. L'*Inde* a dévoilé un plan d'apport de liquidités (4½ % du PIB) sous forme de prêts et de garanties pour les entreprises et les agriculteurs, et d'injections de capitaux dans les secteurs de la finance et de l'électricité. L'*Afrique du Sud* a provisoirement élargi son dispositif d'indemnisation du chômage et augmenté ses transferts aux ménages vulnérables. À mesure que l'activité se rétablit, la *Chine* continue de faire porter ses efforts sur les entreprises et les ménages vulnérables, notamment en élargissant son système de protection sociale, et en améliorant son système de santé et ses infrastructures numériques.

Comme de nombreux *pays en développement à faible revenu* sont soumis à des contraintes de financement strictes et n'ont pas autant souffert de la pandémie jusqu'à présent, leur riposte budgétaire à la crise a été modeste, à hauteur de 1,2 % du PIB en moyenne. Par exemple, le *Nigeria* a accordé des allègements fiscaux aux entreprises pour qu'elles gardent leurs employés et a augmenté ses dépenses de santé (0,3 % du PIB), tandis que l'*Éthiopie* a augmenté ses distributions de nourriture et de logements (1,8 % du PIB). Le *Viet Nam* a décidé d'octroyer des transferts monétaires aux populations pauvres et d'augmenter le montant des allocations prévues par les dispositifs de protection sociale existants (1,2 % du PIB). En conséquence, le déficit nominal des *pays en développement à faible revenu* devrait se creuser pour atteindre 6 % du PIB en 2020, soit 2 points de pourcentage de plus que l'année dernière, ce chiffre étant beaucoup plus élevé dans le cas des pays exportateurs de pétrole. De nombreux pays au sein de ce groupe ont demandé à bénéficier d'une suspension du remboursement de leur dette bilatérale officielle au titre de l'initiative de suspension du service de la dette du G-20, et 45 pays ont sollicité [un financement d'urgence auprès du FMI](#). De telles mesures offrent certes un répit aux pays concernés, mais le niveau élevé de la dette publique, qui dépassera 48 % du PIB en moyenne en 2020–21, soulève des inquiétudes quant à sa viabilité dans de nombreux pays.

Quelles politiques budgétaires à l'avenir ?

À mesure que le Grand Confinement prend fin dans plusieurs parties du monde, les politiques budgétaires vont devoir s'adapter aux situations nationales et conjuguer les impératifs de protection des personnes, de stabilisation de la demande et de soutien à l'activité économique. Dans les pays où la pandémie continue de sévir et de justifier de strictes mesures de confinement, la politique budgétaire doit permettre aux systèmes de santé de sauver des vies et s'employer à fournir une aide d'urgence aux individus. Dans les pays qui sont entrés dans la phase de déconfinement, la politique budgétaire doit s'écarter des mesures généralisées d'aide aux ménages et privilégier un meilleur ciblage des bénéficiaires, sans perdre de vue la part de l'économie informelle. Les mesures en faveur de l'emploi devront encourager le retour au travail en toute sécurité et accompagner les changements structurels sur le marché du travail, qui permettront à l'économie de gagner en résilience après la crise de la COVID-19. Une fois la pandémie maîtrisée, une relance budgétaire globale pourrait porter en premier lieu sur l'investissement public, notamment dans les infrastructures physiques et numériques, les systèmes de santé et la transition vers une économie à faibles émissions de carbone. Lorsque leur espace budgétaire est restreint, les pays doivent réorienter leurs recettes et leurs dépenses afin

d'accroître et d'encourager les investissements productifs. Il est possible de renforcer les stabilisateurs automatiques pour lutter contre l'augmentation de la pauvreté et des inégalités, par exemple en assouplissant les règles de façon à ce que certaines personnes bénéficient plus longtemps de certains dispositifs de protection sociale. Il convient d'inscrire toutes ces mesures dans un cadre budgétaire à moyen terme et de les gérer et comptabiliser de manière transparente afin de limiter les risques budgétaires, y compris dans le cas de prêts et de garanties sans effet immédiat sur la dette et les déficits publics.

Tableau 1 de l'annexe. Solde budgétaire et dette brute des administrations publiques, 2018–21 : solde global et dette brute

(En pourcentage du PIB)

	Solde budgétaire global						Dette brute					
	2018	2019	Projections actuelles		Écart par rapport aux projections des PEM d'avril		2018	2019	Projections actuelles		Écart par rapport aux projections des PEM d'avril	
			2020	2021	2020	2021			2020	2021	2020	2021
Monde	-3,1	-3,9	-13,9	-8,2	-4,0	-2,0	81,2	82,8	101,5	103,2	5,1	6,6
Groupe des Vingt (G-20)	-3,7	-4,5	-15,4	-9,1	-4,6	-2,2	88,6	90,4	111,2	113,3	5,7	7,5
Pays avancés	-2,7	-3,3	-16,6	-8,3	-6,0	-2,8	104,0	105,2	131,2	132,3	8,8	10,4
Pays avancés du G-20	-3,3	-4,0	-18,0	-9,1	-6,5	-3,0	111,6	113,2	141,4	142,9	9,6	11,5
États-Unis ^{1,3}	-5,8	-6,3	-23,8	-12,4	-8,4	-3,7	106,9	108,7	141,4	146,1	10,4	14,2
Zone euro	-0,5	-0,6	-11,7	-5,3	-4,2	-1,7	85,8	84,1	105,1	103,0	7,7	7,4
Allemagne	1,9	1,5	-10,7	-3,1	-5,2	-1,9	61,9	59,8	77,2	75,0	8,6	9,3
France	-2,3	-3,0	-13,6	-7,1	-4,5	-0,8	98,1	98,1	125,7	123,8	10,2	7,4
Italie	-2,2	-1,6	-12,7	-7,0	-4,4	-3,5	134,8	134,8	166,1	161,9	10,6	11,4
Espagne ²	-2,5	-2,8	-13,9	-8,3	-4,4	-1,6	97,6	95,5	123,8	124,1	10,4	9,5
Japon	-2,5	-3,3	-14,7	-6,1	-7,6	-4,1	236,6	238,0	268,0	265,4	16,0	17,8
Royaume-Uni	-2,2	-2,1	-12,7	-6,7	-4,4	-1,3	85,7	85,4	101,6	100,5	5,9	4,7
Canada ³	-0,4	-0,3	-12,6	-5,8	-0,8	-1,9	89,7	88,6	109,3	108,8	-0,3	0,3
Australie	-1,2	-3,9	-8,6	-8,4	1,1	-1,0	41,5	45,0	56,8	64,3	-2,5	0,3
Corée	2,6	0,4	-3,6	-2,4	-1,7	-0,8	40,0	41,9	49,5	53,4	3,2	4,3
Pays émergents	-3,8	-4,9	-10,6	-8,5	-1,5	-1,0	48,9	52,4	63,1	66,7	1,1	2,1
hors pays producteurs de pétrole MOANAP	-4,0	-5,0	-10,6	-8,5	-1,6	-1,1	50,4	53,9	64,4	68,1	0,9	2,0
Pays émergents du G-20	-4,3	-5,4	-11,3	-9,1	-1,6	-1,0	49,4	53,0	64,1	68,3	0,8	1,8
Asie	-4,5	-6,0	-11,4	-9,8	-1,5	-1,3	49,3	53,5	64,9	70,3	0,8	2,3
Chine	-4,7	-6,3	-12,1	-10,7	-0,9	-1,1	47,0	52,0	64,1	70,7	-0,8	0,6
Inde	-6,3	-7,9	-12,1	-9,4	-4,6	-2,1	69,6	72,2	84,0	85,7	9,6	11,9
Indonésie	-1,8	-2,2	-6,3	-5,0	-1,3	-1,0	30,1	30,5	37,7	40,3	0,8	2,8
Europe	0,4	-0,6	-6,9	-4,8	-0,7	-0,6	29,3	29,0	36,4	37,1	0,0	0,8
Russie	2,9	1,9	-5,5	-3,9	-0,6	-0,9	13,5	13,9	18,5	18,8	0,6	1,7
Turquie	-3,7	-5,3	-8,4	-7,5	-0,9	-0,8	30,4	33,0	40,4	42,2	1,1	1,5
Amérique latine	-5,2	-4,0	-10,3	-4,8	-3,6	-0,9	66,6	70,6	81,5	79,7	3,6	3,6
Brésil ⁴	-7,2	-6,0	-16,0	-5,9	-6,6	0,2	87,1	89,5	102,3	100,6	4,1	2,4
Mexique	-2,2	-2,3	-6,0	-4,0	-1,8	-1,8	53,6	53,7	65,9	66,3	4,6	7,3
MOANAP	-2,9	-3,9	-9,8	-7,8	0,0	-0,1	40,1	44,7	55,2	56,4	4,0	3,6
Arabie saoudite	-5,9	-4,5	-11,4	-5,6	1,2	3,4	19,0	22,8	35,2	36,8	1,1	-1,9
Afrique du Sud	-4,1	-6,3	-14,8	-11,0	-1,5	1,6	56,7	62,2	79,9	84,6	2,5	-1,0
Pays en développement à faible revenu	-3,8	-4,1	-6,1	-5,1	-0,4	-0,2	42,9	43,1	48,2	49,0	0,8	1,3
Nigéria	-4,3	-5,0	-7,3	-5,7	-0,9	0,2	27,7	29,1	36,5	36,8	1,2	-0,1
Pays producteurs de pétrole	-0,6	-1,0	-8,4	-5,5	-0,8	-1,0	42,7	45,1	56,1	56,6	1,5	2,2
Pour mémoire												
Production mondiale (en pourcentage)	3,6	2,9	-4,9	5,4	-1,9	-0,3						

Source : estimations et projections des services du FMI.

Note : Toutes les moyennes des pays sont pondérées selon le PIB nominal converti en dollars (corrige en fonction de la parité de pouvoir d'achat uniquement pour la production mondiale) aux taux de change moyens du marché pendant les années indiquées et sur la base des données disponibles. Les projections se fondent sur l'évaluation des politiques actuelles par les services du FMI. Dans de nombreux pays, les données pour 2020 sont encore préliminaires. Pour des informations spécifiques aux pays, voir « Données et conventions » et les tableaux A, B, C et D de l'annexe méthodologique et statistique du Moniteur des finances publiques d'avril 2020.

MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan ; PEM = *Perspectives de l'économie mondiale*.

¹ Pour permettre les comparaisons entre pays, les dépenses et les soldes budgétaires des États-Unis sont ajustés pour exclure les intérêts imputés sur les engagements au titre des retraites non capitalisées et la rémunération imputée des salariés, qui sont comptés comme des dépenses dans le système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008) adopté par les États-Unis, mais pas dans les pays qui n'ont pas encore adopté le SCN 2008. Les données pour les États-Unis dans ce tableau peuvent donc être différentes des données publiées par le Bureau d'analyse économique des États-Unis.

² Appui au secteur financier inclus.

³ Pour permettre les comparaisons entre pays, l'endettement brut déclaré par les organismes statistiques nationaux pour les pays qui ont adopté le SCN 2008 (Australie, Canada, États-Unis et RAS de Hong Kong) est ajusté de manière à exclure les engagements au titre des retraites non capitalisées des plans de retraite à prestations définies des fonctionnaires.

⁴ La dette brute renvoie au secteur public non financier, à l'exception d'Eletrabras et de Petrobras, et inclut la dette souveraine détenue par la banque centrale.